

Grèce : Urgence d'une contre-offensive ouvrière !

samedi 27 octobre 2012, par [SARTZEKIS Andreas](#) (Date de rédaction antérieure : 18 octobre 2012).

Ces dernières semaines, on a l'impression d'une sorte de répartition des tâches entre les différentes composantes des troïkas et gouvernements chargés d'affamer le peuple grec : d'un côté, les gentils affameurs, Lagarde, Ayrault ou même Merkel, venue à Athènes soutenir son ami Samaras. Pour eux, la Grèce ferait des efforts surhumains, et il faut lui donner du temps, à condition bien sûr qu'elle respecte ses engagements ! De l'autre, les méchants, avec Schoïble, Junker : la Grèce ne doit « bénéficier » d'aucun délai.

Dans ce camp figurent bien sûr les représentants de la troïka, omniprésente ces derniers temps à Athènes, et dont les exigences relèvent de la provocation à l'insurrection populaire : baisse de 30 % des indemnités de licenciement, abrogation de la hausse triennale des salaires, passage à la semaine de six jours de travail et suppression de l'avis des travailleurs sur le dispositif du temps de travail, salaire minimum fixé par la loi et non par les négociations avec les syndicats, mise en disponibilité (chômage de fait) de 15 000 fonctionnaires. Ajoutons trois éléments : les pressions pour que les îles de moins de 150 habitants soient évacuées (pour les refiler à de riches estivants ou clubs privés ?) ; l'insistance de la troïka pour que les 555 millions d'euros dus à l'État grec par les banques après le cadeau de 5 milliards qui leur avait été fait ne soient pas à leur charge mais à celle des contribuables ; l'exigence par les gouvernements de l'UE de 89 « mesures correctrices » d'ici le 18 octobre pour que la Grèce puisse prétendre au versement de la somme de 31, 5 milliards, attendue pour juillet et devant servir avant tout au renflouement des banques... et on comprendra que nous sommes au bord de l'explosion sociale décisive.

D'où le misérable petit jeu qui consisterait à faire croire que le gouvernement Samaras agirait pour que les gentils l'emportent, et que le peuple grec devrait donc être compréhensif !

En fait, même s'il y a de réelles divergences entre secteurs de la bourgeoisie, tous sont d'accord sur l'essentiel : faire avec la Grèce un exemple de démolition des droits acquis et des garanties démocratiques. Si l'UE commence à s'inquiéter de l'impunité des tueurs nazis de Chryssi Avgi (Hordes d'horreur), personne ne met en cause la complicité de l'appareil d'État, des flics en particulier, avec ce ramassis d'assassins.

On comprend alors qu'il ne reste au gouvernement qu'une seule politique vis-à-vis des jeunes et des travailleurs : la répression, de plus en plus sauvage, puisqu'on a désormais des cas de torture de manifestants arrêtés par des policiers se vantant d'être pro-nazis !

Autant dire que la résistance formidable du mouvement ouvrier grec, émoussée par l'implacable rouleau compresseur de mesures meurtrières pour la vie quotidienne, doit passer à une nouvelle étape ! Si les directions syndicales sont obligées malgré leur « tiédeur » d'appeler à une nouvelle grève nationale jeudi 18, il est de la plus grande urgence que les travailleurs préparent à travers AG et toutes formes d'auto-organisation la grève nationale reconductible qui est seule à même d'entamer la rupture avec le retour au moyen-âge qui menace le pays ! Mais l'autre clé décisive, c'est la solidarité concrète du mouvement ouvrier européen : à quand une journée européenne de mobilisation avec les travailleurEs de Grèce ?

Andreas Sartzekis, Athènes, le 14 octobre

P.-S.

* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 166 (18/10/12).